

# L'assurance inclusive protège les ménages et favorise la croissance économique

## Introduction

L'assurance peut faire une réelle différence dans la vie des populations en les protégeant contre une diversité de risques et en leur permettant ainsi de saisir des opportunités et de sécuriser leurs moyens d'existence. Rendre les marchés d'assurance plus inclusifs favorise l'activité entrepreneuriale et renforce la résilience des ménages. L'assurance est un élément omniprésent de la vie des pays riches, mais largement absent de la vie des pays en développement. C'est pourquoi les décideurs politiques et les bailleurs de fonds du développement cherchent à promouvoir l'assurance en tant qu'instrument capable de faire progresser l'inclusion financière et les objectifs de développement.<sup>1</sup>

## I. Les risques non assurés sont un frein au développement

Le risque est omniprésent dans les pays en développement et touche particulièrement les personnes pauvres et vulnérables. Tous les ménages sont confrontés à des risques tels que l'incendie, le vol, les accidents, les catastrophes naturelles, la maladie et la mort. Pour les ménages ruraux, les risques sont la sécheresse, les inondations, les ravages de nuisibles. Les entreprises doivent quant à elles faire face à des risques d'interruption d'activité, de crédit et des risques politiques. Les communautés sont confrontées à des risques liés aux infrastructures, aux conflits et à la pénurie alimentaire. L'offre d'assurance est encore limitée, et la protection sociale ou les filets de sécurité minimum sont souvent absents dans les pays en développement. Les familles plus aisées ont un accès raisonnable aux alternatives à l'assurance, par exemple à la constitution d'une épargne significative ou au crédit. Les populations pauvres utilisent également des mécanismes relativement sophistiqués pour faire face aux risques, comme la diversification des activités, les réseaux de soutien mutuel et l'épargne de précaution<sup>2</sup>. Cependant, les moyens mobilisés par les personnes dépourvues d'assurance sont souvent très coûteux ou sont utilisés pour minimiser le risque à tout prix, ce qui conduit à renoncer aux opportunités de revenus, avec des conséquences graves sur le niveau de vie.

Le risque et la vulnérabilité sont des causes fondamentales du sous-développement et de la pauvreté. Les chocs, qui se manifestent sous la forme de revers soudains causant une perte de revenus et de productivité, contraignent généralement les personnes à faibles revenus à vendre des actifs productifs, ce qui peut les dissuader d'investir dans l'amélioration de la productivité et dans des activités aux revenus plus élevés. L'anticipation de ces chocs incite les personnes vulnérables à investir leurs ressources dans des activités à faible rendement, telles que la production de cultures de subsistance, afin d'éviter de subir des chocs importants menaçant leurs moyens d'existence, et réduisent ainsi leurs revenus potentiels. Par exemple, des recherches menées sur les sécheresses ayant sévi en Éthiopie entre 1999 et 2004 suggèrent que si ces chocs avaient été assurés et lissés, la pauvreté aurait été réduite d'un tiers environ<sup>3</sup>.



## II. L'assurance inclusive contribue aux objectifs de développement par deux voies

Même si l'assurance n'est qu'une des nombreuses options de gestion du risque et d'utilisation des services financiers, elle peut servir d'outil catalyseur. Particulièrement lorsqu'elle est combinée à d'autres services financiers, comme le crédit ou l'épargne, l'assurance peut devenir un catalyseur à la fois pour le développement du secteur agricole, du secteur financier et de la santé, et pour la résilience des ménages. Un effet qui se traduit ensuite dans l'amélioration des conditions de vie des populations. Le schéma ci-dessous illustre les deux mouvements : l'impact de l'assurance inclusive sur le développement du secteur (voie de promotion) et son impact sur la résilience des ménages (voie de protection), avec à terme leurs effets sur le développement.

En ce qui concerne la voie de promotion, l'assurance favorise l'accès au marché et l'activité entrepreneuriale, ce qui contribue au développement du secteur agricole, financier, des PME et de la santé. Par la voie de protection, l'assurance protège les populations des conséquences des événements à risque et améliore par-là la résilience des ménages<sup>4</sup> face aux chocs. La voie de promotion est décrite dans la partie III. En ce qui concerne l'effet de protection, les populations pauvres tirent un bénéfice de l'assurance et de l'inclusion financière en général, car elles les protègent des conséquences économiques dommageables des événements à risque. Les ménages font ainsi face au choc sans éroder leurs moyens de subsistance, car l'accès immédiat à des liquidités ou à des services après la survenue d'un événement réduit certains effets de ce choc. En

outre, l'assurance peut également avoir un effet préventif, en sensibilisant les assurés aux risques et en réduisant certains d'entre eux. La combinaison de la protection et de la prévention renforce la résistance des ménages aux chocs en leur évitant de retomber dans la pauvreté et en stabilisant par-là les effets sur le développement.

## III. L'assurance promeut le développement du secteur agricole, des PME, du secteur financier et de la santé

L'assurance peut produire des effets *ex ante* en ceci qu'elle modifie le comportement des assurés. Il peut s'agir d'un effet direct, par exemple lorsque des personnes pauvres participent à un système de production agricole contractuelle grâce à la couverture d'assurance comprise dans le dispositif. Les effets sur le comportement peuvent également être indirects, lorsque l'assurance encourage les producteurs à entreprendre des activités plus risquées et plus rentables : grâce à la protection dont ils bénéficient en cas de catastrophe naturelle par exemple, ils ont le sentiment de pouvoir investir en toute sécurité.

L'assurance, en particulier lorsqu'elle est combinée à d'autres services financiers, renforce la position des agriculteurs et des entrepreneurs et contribue par-là au développement agricole et au développement des PME. L'assurance contribue à rendre plus efficiente l'allocation des ressources et donc à générer des revenus et à terme à renforcer les actifs. Ces effets participent au développement du secteur agricole et des petites et moyennes entreprises (PME). Grâce à l'assurance et au crédit, les agriculteurs et les entrepreneurs adoptent de nouvelles technologies. Les agriculteurs peuvent ainsi

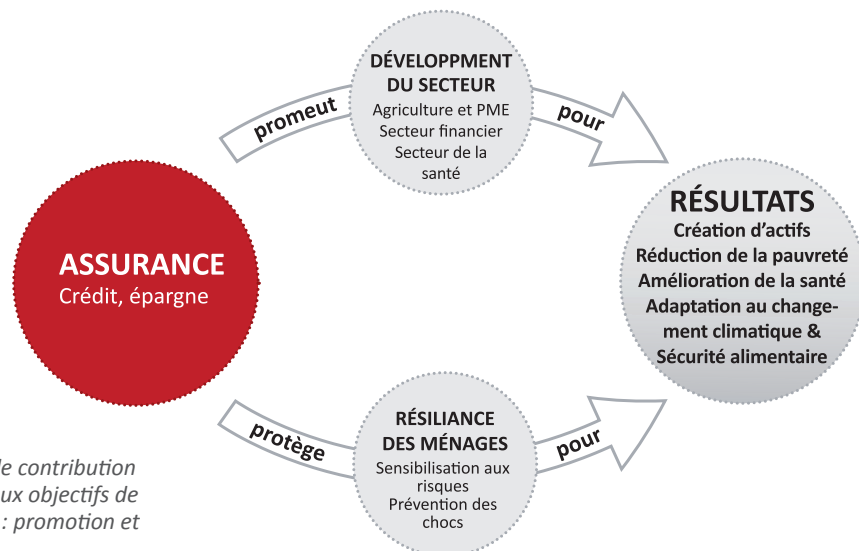


Figure 1:  
Les deux voies de contribution de l'assurance aux objectifs de développement : promotion et protections

entreprendre des activités plus lucratives et plus productives, ce qui a pour effet de pousser les entrepreneurs et les investisseurs à créer des marchés ou à rendre les marchés plus efficaces. En outre, l'assurance contre les risques catastrophiques aide à développer le secteur agricole en transférant les risques systémiques qui ne peuvent pas être mutualisés au sein d'une même communauté. Elle permet également aux créanciers de financer même les agriculteurs dépourvus de garanties et facilite la fourniture d'intrants à crédit par les acheteurs de produits agricoles<sup>5</sup>.

**Encadré 1 : L'assurance encourage les agriculteurs à se tourner vers des cultures plus rentables en Inde.** Les conditions météorologiques sont une source de risque majeure pour les revenus de nombreuses entreprises et de nombreux ménages en Inde. Des chercheurs ont étudié la façon dont l'assurance climatique influait sur les décisions de production d'un échantillon d'entreprises agricoles indiennes. Ils ont observé que la couverture d'assurance incitait les agriculteurs à réorienter leur production vers des cultures de rente à rendement plus élevé et à risque plus élevé, en particulier chez les agriculteurs ayant un niveau d'éducation supérieur. Ces résultats confirment que l'assurance agricole peut aussi aider les petits exploitants à réduire les effets réels des risques de production et ainsi promouvoir le développement agricole<sup>6</sup>.

**L'assurance permet aux entrepreneurs et à leurs créanciers de prendre des risques mesurés et soutient ainsi le développement des PME.** Les entrepreneurs exposent déjà au risque une bonne partie de leurs biens personnels et familiaux en s'engageant dans une activité qui génère des responsabilités vis-à-vis du personnel, des clients et de l'État. L'assurance permet aux entrepreneurs de se concentrer sur leur cœur de métier, en supprimant les risques les plus graves et les plus dommageables, en particulier les risques de responsabilité, patrimoniaux et de décès, et facilite ainsi l'accès au financement et à l'investissement.

**L'assurance contribue à l'inclusion financière et au développement du secteur financier.** L'assurance soutient l'inclusion financière, car elle peut inciter à l'adoption d'autres services financiers comme le crédit. Elle contribue de ce fait à élargir le

secteur financier, car elle aide à rendre ces autres instruments financiers viables pour les banques – par exemple, l'assurance peut renforcer la viabilité des crédits en transférant le risque de non-remboursement dû à la survenue d'événements de risque majeurs. L'assurance peut également avoir un effet d'approfondissement du secteur financier en contribuant à accroître la taille des actifs à moyen et long terme, et en encourageant l'investissement à long terme de ces actifs dans les infrastructures. L'assurance a un effet de déverrouillage du crédit pour de nouveaux clients, car elle protège par exemple les actifs immobiliers et par-là les crédits hypothécaires des banques, ou, dans le cas d'une assurance décès emprunteur, paie le solde restant dû du client en cas de décès. Ces nouveaux crédits ont pour effet d'accroître la concurrence et à terme de baisser les coûts d'intermédiation financière, avec pour corollaire une augmentation du crédit au secteur privé<sup>7</sup>.

**L'assurance contribue également au développement du secteur privé en participant à la viabilité des soins de santé de qualité.** L'assurance aide à développer le secteur de la santé dans la mesure où l'assurance santé encourage le recours plus fréquent aux soins de santé préventifs et curatifs<sup>8</sup> et contribue à la qualité des soins, car les assureurs ont un intérêt financier direct à la bonne santé de leurs assurés<sup>9</sup>. Une couverture d'assurance santé peut aussi encourager les clients à recourir aux soins de manière plus précoce en cas de maladie<sup>10</sup>. Un secteur de la santé dynamique génère également de l'emploi et de la croissance. Le développement des soins de qualité pour un plus grand nombre de personnes, particulièrement dans les zones rurales, renforce le capital humain et le capital social des communautés, ce qui protège les ménages contre la perte de leurs moyens de subsistance et de leur statut social et leur évite d'être précipités dans la pauvreté.

## IV. L'assurance rend les ménages plus résilients

**En l'absence des moyens formels de mutualisation du risque disponibles dans les pays développés, les ménages pauvres ont souvent recours à des stratégies d'adaptation dommageables, en particulier à la vente des actifs productifs.** L'assurance permet de réduire certaines des conséquences financières défavorables de certains événements de risque et protège les ménages contre les effets contraires des stratégies d'adaptation préjudiciables, en particulier

de la vente des actifs qui assurent leur subsistance. L'assurance réduit également certains risques en encourageant les mesures préventives et peut renforcer les systèmes de protection sociale.

**L'assurance peut avoir un impact positif sur les conditions de vie en prévenant la déperdition des moyens de subsistance**<sup>11</sup>. Confrontés à un choc, les ménages réagissent souvent par des stratégies qui érodent des actifs physiques ou humains importants. Par exemple, ils commencent à vendre leur bétail, parfois à des prix très bradés, ou retirent leurs enfants de l'école pour économiser les frais de scolarité et mobiliser de la main-d'œuvre supplémentaire. Ces stratégies d'adaptation préjudiciables ont pour effet d'éroder les actifs qui assurent la subsistance et de compromettre les perspectives de développement futur. L'assurance protège les ménages contre ce type de pertes en réduisant le niveau des dépenses nécessaires en cas de choc. Dans le cas de l'assurance santé, les recherches universitaires ont montré que la couverture d'assurance réduisait les dépenses de santé directes.

**Encadré 2 : La micro-assurance aide à prévenir le travail des enfants au Pakistan.**

*Le travail des enfants est une conséquence courante des chocs économiques dans les pays en développement. Réduire la vulnérabilité peut donc avoir un effet positif sur le travail et la scolarisation des enfants. Un régime d'assurance santé et accident mis en place par une institution de microfinance pakistanaise a fait l'objet d'une étude randomisée contrôlée et a donné lieu à des enquêtes auprès d'un échantillon de ménages. Outre une couverture accrue, l'IMF offrait une assistance à la procédure de déclaration de sinistre dans les agences concernées par l'étude. Les résultats ont montré un lien de causalité entre l'innovation introduite et une plus faible incidence du travail des enfants et des revenus issus du travail des enfants. L'effet est en grande partie dû à un sentiment ex ante de protection plutôt qu'à un effet d'atténuation du choc.<sup>12</sup>*

**La couverture d'assurance peut également aider à prévenir les événements défavorables en réduisant le risque avant la survenue des chocs.** Par exemple, l'assurance santé peut fournir un accès aux soins de santé préventifs et des incitations à y recourir, et favoriser une meilleure utilisation et une meilleure qualité des structures de soins. Tous les niveaux

de soins sont concernés, et dépendent du paquet de prestations offert par la couverture. Ces effets de réduction des risques peuvent également s'observer avec d'autres types de couvertures d'assurance, par exemple l'assurance de biens qui tend à faire respecter les normes de construction, et l'adaptation des biens à des fins de prévention des risques.

**L'assurance peut renforcer les systèmes de protection sociale.** Les systèmes de protection sociale mis en place par les gouvernements pour protéger les populations pauvres et les plus vulnérables contre les chocs tirent un bénéfice de l'assurance et des assureurs, car ils leur permettent de partager une partie des coûts liés à la constitution de réserves pour faire face aux chocs majeurs. Les assureurs apportent à ces systèmes des compétences essentielles en matière d'évaluation du risque et sensibilisent les bénéficiaires au coût du risque. Les assureurs peuvent également rendre ces systèmes plus efficaces en traitant les sinistres et les versements contributifs avec plus d'efficacité que l'État parfois, en particulier dans les pays souffrant de faiblesses de la gouvernance et de l'administration publique.

## **V. L'assurance contribue aux objectifs de développement par un double effet de promotion et de protection**

**L'assurance soutient le développement de certains secteurs et la résilience des ménages.** Des secteurs productifs et en croissance dans le domaine de l'agriculture, de la finance et de la santé combinés à des ménages plus résilients contribuent à la création de richesse et à la lutte contre la pauvreté, à la sécurité alimentaire, à l'adaptation au changement climatique et à l'amélioration de la santé.

**Le développement agricole élève le niveau de revenu des populations rurales et se traduit directement par la création d'actifs et par la réduction de la pauvreté.** Les trois quarts de la population pauvre vivent dans des zones rurales et bénéficient directement du développement et de la croissance agricole<sup>13</sup> dans les régions rurales, en particulier lorsque les ménages plus résilients sont en mesure de saisir des opportunités économiques. Les ménages assurés et plus résilients sont également moins susceptibles de retomber dans la pauvreté lorsque des chocs se produisent, ce qui protège leurs moyens de subsistance.

**L'assurance peut indirectement et directement améliorer la sécurité alimentaire en protégeant les ménages et les gouvernements contre les sécheresses.** L'assurance contribue indirectement à assurer la sécurité alimentaire en stimulant le crédit agricole et le développement du secteur agricole, ce qui se traduit habituellement par un meilleur fonctionnement des marchés alimentaires et donc un meilleur accès aux produits alimentaires. L'assurance contre les risques catastrophiques peut également directement assurer la sécurité alimentaire, en fournissant une aide rapide aux ménages confrontés aux situations de catastrophe. Elle peut aussi directement protéger les réserves alimentaires et l'accès à l'approvisionnement alimentaire de l'État. L'étude des transactions au niveau macro en Éthiopie et au Malawi ont montré que les gouvernements pouvaient utilement recourir aux mécanismes d'assurance ou assimilés pour assurer la sécurité alimentaire des populations rurales exposées aux sécheresses<sup>14</sup>.

**Le développement du secteur agricole et du secteur financier, combiné à la résilience des ménages, aide les populations à s'adapter au changement climatique.** Le changement climatique se traduit par des modèles climatiques plus erratiques et des événements climatiques extrêmes souvent plus fréquents. Certaines strates de ces risques doivent être transférées hors du cercle des ménages et des opérateurs de marché exposés à ces ménages. L'assurance peut soutenir le développement agricole et l'adoption de nouvelles technologies, ce qui peut également contribuer à l'adaptation au changement climatique. Les primes d'assurance varient selon l'évolution des profils de risque et sont à ce titre un indicateur du coût des activités. En conséquence, les agriculteurs et les entrepreneurs sont plus conscients des risques et adoptent des solutions adaptées, comme la différenciation des cultures ou l'utilisation de semences résistantes à la sécheresse. Les agriculteurs sensibilisés aux risques sont plus aptes à s'adapter aux nouveaux profils de risques climatiques découlant du changement climatique et à choisir des cultures ou des activités adaptées au climat. En outre, le transfert des risques par la voie de l'assurance est particulièrement efficace et relativement efficiente s'agissant des risques de catastrophe naturelle et d'autres risques systémiques, ce qui contribue à partager et à transférer les risques à l'échelle mondiale entre les « gagnants » et les « perdants » du changement climatique.

**Le développement du secteur de la santé et l'amélioration des comportements de santé et de la qua-**

**lité des soins découlant de la couverture d'assurance peuvent se traduire par de meilleurs résultats de santé.** Bien que les résultats de santé soient difficiles à prouver, ils peuvent souvent être déduits d'autres effets (comme le recours aux soins plus précoce, plus fréquent et dans de meilleures structures de santé) s'ils sont combinés avec d'autres recherches permettant de relier ces effets aux résultats de santé dans d'autres contextes<sup>15</sup>. Des faits solides permettent ainsi d'affirmer que l'assurance inclusive peut conduire à des résultats de santé positifs.

## **VI. Une action concertée des décideurs politiques, des régulateurs et des contrôleurs est nécessaire pour développer des marchés d'assurance inclusifs et protéger les consommateurs**

**Les marchés d'assurance inclusifs se développent si les décideurs politiques s'engagent en faveur de l'inclusion financière et permettent aux acteurs du marché existants et aux nouveaux entrants d'innover en mettant en place des mesures politiques adaptées.** Servir les consommateurs à faibles revenus avec des couvertures d'assurance de faible valeur, parfois associées à des coûts de transaction plus élevés, n'est pas rentable pour les intermédiaires d'assurance traditionnels. Cependant, les agrégateurs tels que les opérateurs de réseaux mobiles ou les chaînes de supermarché peuvent avoir des motivations plus fortes à promouvoir l'assurance et sont capables de surmonter l'obstacle des coûts de transaction grâce à leurs réseaux de distribution existants. Ces intermédiaires innovants doivent être encadrés par des mesures politiques appropriées, puis par une réglementation adaptée pour protéger les consommateurs et la solvabilité des assureurs. Pour que les autorités de réglementation soient aptes à réglementer et à contrôler ces nouveaux acteurs de l'assurance inclusive, les décideurs politiques doivent s'engager en faveur de l'inclusion financière et confier aux contrôleurs un mandat pour encourager le développement d'un marché d'assurance inclusif. Les décideurs peuvent le faire « par la conception et la mise en œuvre de la solution réglementaire choisie en tenant compte d'un certain nombre de facteurs parmi lesquels la clarté, la cohérence, la proportionnalité et la responsabilité »<sup>16</sup>.

**Les contrôleurs et les régulateurs d'assurance ont un rôle essentiel à jouer pour s'assurer que les mar-**



**chés d'assurance inclusifs émergent et soutiennent le développement.** Ils peuvent le faire en concevant des stratégies de mise en œuvre efficaces, en exploitant de préférence les structures incitatives existantes. Les contrôleurs doivent déployer des outils réglementaires spécifiques pour définir les

conditions préalables à l'entrée sur le marché et les conditions de maintien sur le marché. La mise en application doit se faire par le biais de **mesures claires, transparentes et bien intégrées au processus global de décision réglementaire**<sup>17</sup>.

<sup>1</sup> Les dirigeants du G20 ont reconnu l'inclusion financière comme « l'un des principaux piliers de l'agenda du développement international » et déclaré : « le développement du secteur financier inclusif contribue à la réduction de la pauvreté de deux manières complémentaires : le développement du secteur financier est un moteur de la croissance économique qui a un effet indirect sur la réduction de la pauvreté et des inégalités, et l'accès des populations pauvres à des services financiers adaptés et abordables peut améliorer leurs conditions de vie ». Groupe d'experts du G20 sur l'inclusion financière (2010) : Principes pour l'inclusion financière innovante du G20 – Principles and Report on Innovative Financial Inclusion from the Access through Innovation Sub-Group of the G20 Financial Inclusion Experts Group, [http://www.gpfi.org/sites/default/files/documents/Principles%20and%20Report%20on%20Innovative%20Financial%20Inclusion\\_0.pdf](http://www.gpfi.org/sites/default/files/documents/Principles%20and%20Report%20on%20Innovative%20Financial%20Inclusion_0.pdf)

<sup>2</sup> Townsend a étudié les villages pauvres en Inde et observé cinq méthodes différentes de répartition du risque. Townsend, R. (1994): Risk and Insurance in Village India, *Econometrica*, Vol. 64, Issue 3, pp. 539-591, <http://www.hss.caltech.edu/~camerer/SS280/TownsendEC94.pdf>

<sup>3</sup> Dercon, S. (2005): Vulnerability: A Micro Perspective, Contribution à la Conférence ABCDE 2005 à Amsterdam, <http://sitere-sources.worldbank.org/INTAMSTERDAM/Resources/StefanDercon.pdf>

<sup>4</sup> La résilience désigne « la capacité des pays, des communautés et des ménages à gérer le changement en maintenant ou en transformant leurs conditions de vie face à des chocs ou de fortes contraintes – comme les séismes, les sécheresses ou les conflits violents – sans compromettre leurs perspectives à long terme ». Département du Développement international britannique, DFID (2011): Defining Disaster Resilience: A DFID Approach Paper, [https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment\\_data/file/186874/defining-disaster-resilience-approach-paper.pdf](https://www.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/186874/defining-disaster-resilience-approach-paper.pdf)

<sup>5</sup> Dans le nord du Ghana, Karlan et al. ont constaté que les agriculteurs assurés avaient augmenté leurs dépenses consacrées aux produits chimiques (principalement aux engrais) de 24 %, avaient augmenté la superficie des terres cultivées de 17 %, et réorienté une plus grande partie de leurs terres vers des cultures plus sensibles aux précipitations. Karlan, D. et al (2013): Agricultural Decisions after Relaxing Credit and Risk Constraints, <http://www.econ.yale.edu/~cru2/pdf/eui.pdf>. Une étude chinoise a constaté que la modification du calendrier de paiement des primes conduisait non seulement à une augmentation de la demande, mais aussi à une augmentation des investissements chez les éleveurs de porcs en Chine. Zhang, Y. et al (2013): Prevention of losses for hog farmers in China: Insurance, on-farm biosecurity practices, and vaccination, in: *Research in Veterinary Science*, Vol. 95, Issue 2, pp. 819-824, résumé <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0034528813002014>

<sup>6</sup> Cole, S. et al (2013): How Does Risk Management Influence Production Decisions? Evidence from a Field Experiment, World Bank Research Paper, [http://www.hbs.edu/faculty/Publication%20Files/13-080\\_138f3c30-b5c2-4a97-bf56-9821f89fcbd3.pdf](http://www.hbs.edu/faculty/Publication%20Files/13-080_138f3c30-b5c2-4a97-bf56-9821f89fcbd3.pdf)

<sup>7</sup> Une récente revue de la littérature fait ressortir ce point ainsi que d'autres arguments qui montrent une forte relation de causalité entre l'assurance et la croissance inclusive. Lester, R. (2014): Insurance and Inclusive Growth, World Bank Policy Research Working Paper 6943, [http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/06/24/000158349\\_20140624132258/Rendered/PDF/WPS6943.pdf](http://www-wds.worldbank.org/external/default/WDSContentServer/WDSP/IB/2014/06/24/000158349_20140624132258/Rendered/PDF/WPS6943.pdf)

<sup>8</sup> Une étude a montré que les membres de neuf systèmes d'assurance santé opérés par Oxfam en Arménie s'étaient ren-

du dans les établissements de santé 3,5 fois plus souvent que les personnes non assurées. Dans le cas de la Fondation CARE en Inde, l'accès à des agents de santé communautaires a favorisé le recours fréquent à ces agents et s'est traduit par un diagnostic plus précoce des maladies, permettant notamment une orientation vers les hôpitaux dans de meilleurs délais. Dalal et al. (2014): La micro-assurance a-t-elle une valeur pour les clients ?, Série sur la valeur pour les clients, Brief n°1, ILO/MIF, Microassurance Centre, [http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115\\_web2.pdf](http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115_web2.pdf)

<sup>9</sup> Une étude a montré que les membres de neuf systèmes d'assurance santé opérés par Oxfam en Arménie s'étaient rendus dans les établissements de santé 3,5 fois plus souvent que les personnes non assurées. Dans le cas de la Fondation CARE en Inde, l'accès à des agents de santé communautaires a favorisé le recours fréquent à ces agents et s'est traduit par un diagnostic plus précoce des maladies, permettant notamment une orientation vers les hôpitaux dans de meilleurs délais. Dalal et al. (2014): La micro-assurance a-t-elle une valeur pour les clients ?, Série sur la valeur pour les clients, Brief n°1, ILO/MIF, Microassurance Centre, [http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115\\_web2.pdf](http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115_web2.pdf)

<sup>10</sup> Dans une étude réalisée en Tanzanie, les patients assurés se rendaient dans une structure de soins externes en moyenne trois jours après le déclenchement de la maladie, contre cinq jours en moyenne pour les non-assurés. Dalal et al. (2014): La micro-assurance a-t-elle une valeur pour les clients ?, Série sur la valeur pour les clients, Brief n°1, ILO/MIF, Microassurance Centre, [http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115\\_web2.pdf](http://www.impactinsurance.org/sites/default/files/Brief1-CVS140115_web2.pdf)

<sup>11</sup> Une étude récemment publiée menée au Ghana à partir d'enquêtes auprès des ménages confirme que l'assurance contribue à prévenir la déperdition des actifs. Karlan, D. et al (2013): Agricultural Decisions after Relaxing Credit and Risk Constraints, <http://www.econ.yale.edu/~cru2/pdf/eui.pdf>. Une étude menée au Kenya a montré que les ménages assurés détenant peu d'actifs étaient en moyenne 43 % moins susceptibles de puiser dans leurs actifs, améliorant ainsi leur capacité à se rétablir après une sécheresse. Janzen, S.; Carter, M. (2013): The Impact of Microinsurance on Consumption Smoothing and Asset Protection: Evidence from a Drought in Kenya, [http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/evenements/presentations/carter\\_jansen\\_the\\_impact\\_of\\_microinsurance\\_on\\_consumption.pdf](http://www.ferdi.fr/sites/www.ferdi.fr/files/evenements/presentations/carter_jansen_the_impact_of_microinsurance_on_consumption.pdf)

Une autre étude a révélé que l'extension de l'assurance accident et santé à tous les membres des ménages pakistanais avait entraîné une réduction d'environ de 10 % de l'incidence du travail des enfants, une autre stratégie d'adaptation préjudiciable. Landmann, A.; Frölich, M. (2013): Can Microinsurance help prevent Child labor? An impact evaluation from Pakistan, MIF Research Paper No. 32, <http://www.ilo.org/public/english/employment/mifacility/download/repaper32.pdf>

<sup>12</sup> Landmann, A.; Frölich, M. (2013): Can Microinsurance help prevent Child labor? An impact evaluation from Pakistan, MIF Research Paper No. 32, <http://www.ilo.org/public/english/employment/mifacility/download/repaper32.pdf>

<sup>13</sup> La recherche quantitative montre que l'activité du marché de l'assurance, à la fois en tant qu'intermédiaire financier et en tant que fournisseur de solutions de transfert et d'indemnisation des risques, peut contribuer à la croissance économique et permettre de gérer plus efficacement les différents risques et de mobiliser l'épargne domestique. Sur la base d'un ensemble de données concernant 56 pays sur la période 1976-2004, M. Arena, chercheur à la Banque mondiale, a trouvé des signes solides d'une relation de causalité entre l'activité du marché de l'assurance et

la croissance économique. L'assurance vie et l'assurance non-vie ont un effet positif significatif sur la croissance économique. Dans le cas de l'assurance vie, l'impact sur la croissance économique est essentiellement le fait des pays à revenu élevé ; dans le cas de l'assurance non-vie, il est produit par les pays en développement aussi bien que par les pays à revenu élevé.

Arena, M. (2006): Does Insurance Market Promote Economic Growth? A Cross-Country Study for Industrialized and Developing Countries, World Bank Policy Research Working Paper 4098, <https://www.wdronline.worldbank.org/bitstream/handle/10986/9257/wps4098.txt?sequence=2>

<sup>14</sup> En Éthiopie par exemple, le LEAP (Livelihood, Early Assessment and Protection) est l'outil d'alerte précoce du gouvernement éthiopien en matière de sécurité alimentaire ; l'outil est intégré au cadre national de gestion des risques et de protection sociale et lié à un fonds de prévoyance de 160 millions USD, qui agit comme une assurance. Le LEAP traduit les données agro-météorologiques mesurées par satellite et au sol en estimations concernant la production agricole et l'état des pâturages et, de là, en besoins de protection des moyens de subsistance. Il permet également de quantifier les ressources financières nécessaires à l'extension du PNSP (programme social national) en cas de sécheresse majeure.

Pour plus d'informations, voir le site Web du LEAP : <https://www.wfp.org/disaster-risk-reduction/leap>

<sup>15</sup> Une étude sur le paludisme publiée dans The Lancet a révélé que le traitement différé et l'auto-diagnostic du paludisme conduisait à de plus mauvais résultats de santé parmi les personnes à faibles revenus. Amexo, M. et al (2004): Malaria misdiagnosis: effects on the poor and vulnerable, in: The Lancet, Vol. 364, Issue 9448, pp. 1896 – 1898.

<sup>16</sup> Groupe d'experts du G20 sur l'inclusion financière (2010): G20 Principles for Innovative Financial Inclusion - Principles and Report on Innovative Financial Inclusion from the Access through Innovation Sub-Group of the G20 Financial Inclusion Experts Group, [http://www.gpfi.org/sites/default/files/documents/Principles%20and%20Report%20on%20Innovative%20Financial%20Inclusion\\_0.pdf](http://www.gpfi.org/sites/default/files/documents/Principles%20and%20Report%20on%20Innovative%20Financial%20Inclusion_0.pdf)

<sup>17</sup> En tant que partenaire de mise en œuvre de l'Association internationale des contrôleurs d'assurance (AICA), l'A2ii aide à renforcer les capacités des contrôleurs à réglementer et superviser l'assurance inclusive. [www.a2ii.org](http://www.a2ii.org)



Initiative Accès à l'Assurance  
Hébergée par le Projet sectoriel  
Système financier approches de l'assurance  
de la Deutsche Gesellschaft für Internationale  
Zusammenarbeit (GIZ) GmbH  
Dag-Hammarskjöld-Weg 1-5  
65760 Eschborn, Allemagne

Téléphone : +49 61 96 79-1362  
Fax : +49 61 96 79-80 1362  
E-mail : [secretariat@a2ii.org](mailto:secretariat@a2ii.org)  
Site web : [www.a2ii.org](http://www.a2ii.org)

L'Initiative est  
un partenariat  
entre :



Hébergée par :

